



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

01/10/2026

La CGT et la lutte des classes : deux chemins qui bifurquent.

Un entretien avec Sophie Binet : Bis repetita placent^[1]

Dans le numéro de septembre du mensuel « Ensemble » reparaissant indépendamment de la « Nouvelle Vie Ouvrière », ancien journal de la CGT, Sophie Binet a donné une interview très éclairante sur l'attitude de la direction de la centrale syndicale concernant les luttes pourtant si indispensables en cette période.

Toujours l'idéologie avant l'économie et le refus de voir les gouvernants comme valets du Capital

La direction de la CGT continue à ne pas vouloir comprendre que Macron est un ennemi de classe. Interrogée sur le contenu d'un livre qu'elle va bientôt publier, la secrétaire générale de la CGT a ces mots : « *Pendant dix ans, les gouvernements successifs sous la présidence d'Emmanuel Macron ont supprimé de nombreux droits et garanties, contribué à faire baisser les salaires, multiplié les cadeaux au patronat. Pour quels résultats ? Le chômage explose, les fermetures d'usines se multiplient... La politique de l'offre est un naufrage. Le capitalisme néolibéral craque de toute part, et, face à ça, le patronat et l'extrême droite veulent un capitalisme libertarien en guerre contre l'État et veulent remplacer l'État de droit par la loi du plus fort ou du plus riche.* ». Ce fragment de bouillie idéologique appelle plusieurs commentaires. Le constat est certes juste mais mériterait un minimum d'explications, par exemple une réponse étayée à la question : « Pourquoi les différents gouvernements ont mené cette politique depuis dix ans ? ». Cela aurait peut-être pu éviter l'ineptie de la suite. Si les résultats des dix ans de Macron sont bien ceux décrits par Sophie Binet, la suite montre son incapacité à utiliser une grille de lecture de classe.

Pour qui donc la « politique de l'offre » est-elle un naufrage ? Pour le Grand Capital servi par Macron et ses différents gouvernements ? Absolument pas, on verse de plus en plus de dividendes, la casse des droits sociaux est du pain béni pour le Capital. Quant aux fermetures d'usine, c'est clairement, maintenant un choix délibéré des grands capitalistes de fermer dans notre pays, rendant totalement illusoire de leur demander de participer à la réindustrialisation, puisqu'ils ont fait le choix inverse. Aucune réindustrialisation ne sera possible en France dans le cadre du système capitaliste, ceci est de plus en plus clair.

Mais, manifestement, Sophie Binet n'a toujours rien appris du fonctionnement du capitalisme. Elle continue de mettre en avant, comme premières, des raisons idéologiques, un pseudo capitalisme néo-libéral et un non moins mythique capitalisme libertarien. Ces deux adjectifs, il est vrai, néolibéral comme libertarien, n'ont aucune importance fondamentale, ils sont simplement un habit idéologique pour des réponses bien plus semblable que ne semble le croire la secrétaire-générale, à la baisse tendancielle du taux de profit et à son corollaire, la baisse de rentabilité du capital. Peu importe les oripeaux qu'on lui donne, la politique de tous les gouvernements des pays capitalistes, au service de leurs capitalistes, répond à ces impératifs économiques touchant la classe dominante.

Une vision totalement bourgeoise et erronée de l'État

Trump (les libertariens dans l'expression de la CGT) est en guerre contre l'État, mais pas Macron (les néolibéraux selon le même catéchisme). Le problème, c'est que la conception de l'État de la direction de la CGT est, à peu de chose près, la définition qu'en donnent tous les idéologues bourgeois ou petit-bourgeois. C'est-à-dire, une sorte d'entité mythique au-dessus des affrontements, qui serait protecteur, et que les méchants libertariens voudraient supprimer avec leur tronçonneuse. Or, la politique de Macron montre bien, depuis dix ans, qu'il veut aussi démanteler tous les rouages, le langage de l'idéologie dominante appelle cela État-providence. Il est d'ailleurs intéressant de noter le recours à la notion « d'État de droit », jamais utilisée par le mouvement ouvrier car elle est tout droit issue des bréviaires des idéologues du Capital. L'État de droit, c'est non seulement le mythe de l'État, comme nous le décrivions, avec en plus l'idée tout aussi mythique que la protection vient du droit, donc des lois. Comme si le droit n'était pas fonction du rapport de force, une photographie à l'instant T, du niveau de riposte dont le prolétariat fait preuve. Il est temps de rappeler la définition qu'Engels donne de l'État dans **"L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État"** : « *L'État est un produit de la société à une certaine étape de son développement. Il constitue l'aveu que la société s'est scindée en antagonismes inconciliables dont elle est impuissante à se débarrasser. Pour que ces antagonismes, ces classes qui ont des intérêts économiques contradictoires ne se dévorent pas et ne dévorent pas la société, une force est devenue nécessaire, qui, se plaçant en apparence au-dessus de la société modérerait le conflit, le maintiendrait dans les limites de "l'ordre". Cette force est l'État.* ». L'État n'est donc pas un dôme protecteur, mais l'outil par lequel la classe dominante capitaliste comprime les oppositions, la lutte des classes et impose sa politique. C'est le même Engels qui dit que l'État est une « force spéciale de répression ». En ce sens, aucun politicien au service du Capital ne peut être « en guerre contre l'État », cette affirmation est idiote. Depuis le XIX^{ème} siècle, ceux qui combattent l'État et veule le voir dépérir ou disparaître, ce sont les révolutionnaires, marxistes ou anarchistes. Quant à la loi du plus fort ou du plus riche, elle est en place depuis les débuts du capitalisme, il n'y a là rien de neuf, c'est la loi des capitalistes. Engels, encore, nous sert de ressource à ce sujet dans **"Dialectique de la nature"** : « *Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal.* ». En bref, comme sur beaucoup de sujet, la direction de la CGT attribue à la phase actuelle du capitalisme ce qui relève du capitalisme dans son essence, depuis sa naissance, et, en outre, pour des raisons idéologiques. Il est manifestement des cours de base du marxisme qui seraient nécessaires ! La meilleure preuve en est cette autre phrase de l'entretien, à propos des ambitions de la CGT, que délivre Sophie Binet : « *Enfin, il faut plus de démocratie dans le travail. Les multinationales ont pris le pouvoir et imposent leurs choix même aux gouvernements élus.* ». Elle découvre malheureusement l'eau chaude, car depuis que les entreprises capitalistes sont organisées sous la forme de multinationales, elles ont le pouvoir sur le monde capitaliste et les gouvernements ne sont que des exécutants qu'elles mettent en place pour servir leurs intérêts, des « fondés de pouvoir du Capital », comme disait Marx. La CGT peine d'ailleurs à admettre cela, s'agissant de Macron, ce pourquoi elle ne voit pas en lui un ennemi de classe.

Un rapport au patronat incompréhensible

Si, pour la CGT, Macron n'est pas un ennemi de classe, c'est peut-être parce que le patronat ne l'est pas non plus. Cette phrase de la secrétaire-générale, questionnée sur les élections présidentielles est fortement révélatrice : « *Et je suis atterrée par l'attitude du MEDEF et de Patrick Martin, son numéro un, qui dit ne pas savoir si le RN est, oui ou non, d'extrême-droite. Cela montre qu'il n'a tiré aucune leçon de l'histoire ; la seule chose qui compte, c'est l'argent. C'est une déchéance morale. J'exhorte tous les syndiqués à interpeller leur patron. Où sont leurs valeurs ? Que disent-ils à leurs salariés étrangers, sachant que, si le RN l'emporte au soir du 2 mai, Marine Le Pen a annoncé une réforme constitutionnelle qui visera à mettre en place un apartheid avec la préférence nationale, c'est de la xénophobie d'État.* ». Il faut d'abord dire qu'au contraire, si nous admettons le RN comme une résurgence du fascisme des années 20/30/40, ceci étant loin d'être prouvé, Martin a bien compris son histoire. La Bourgeoisie capitaliste a utilisé le fascisme quand la démocratie bourgeoise ne lui permettait pas de tout contrôler, en présence de menace révolutionnaire et de crise du système ; le patronat industriel français a collaboré jusqu'au bout du bout avec l'occupant nazi. Mais le plus ahurissant c'est le recours à l'idée que le patronat aurait des « valeurs », autres que la recherche effrénée du profit. La secrétaire-générale de la CGT demande aux syndiqués d'interpeller leurs patrons, leur pourrissant tous les jours la vie, au sujet de leurs valeurs !!! Mais, on croit rêver !!! Cet ensemble de phrase est très proche du fascisme historique, de par son volet corporatiste : ouvriers et patrons ensemble contre l'ennemi commun, ici Marine Le Pen, mais ça ne change rien à l'affaire. Les patrons et les ouvriers ont des intérêts diamétralement opposés, c'est le fondement du système capitaliste et de la lutte des classes. Il n'existe aucune valeur des patrons pouvant satisfaire les salariés !

Un rapport au réel toujours aussi problématique

Une nouvelle fois, Sophie Binet nous sort la fable des reculs du gouvernement, faisant semblant d'ignorer que, contrairement au discours promu par le récent congrès du syndicat, et aux mots prononcés par la même Sophie Binet lors de la Fête de L'Humanité, les travailleurs n'ont rien gagné depuis des années et vont de défaite en défaite depuis celle sur les retraites en 2023. Interrogée sur le budget de super austérité par Lecornu proposé pour 2027, la secrétaire-générale nous dit : « *Le point positif est que le gouvernement est toujours aussi faible, nous pouvons le faire reculer si nous sommes unis.* ». Pourtant, le gouvernement dispose d'une majorité fluctuante mais réelle depuis 2024, tantôt avec le PS, tantôt avec le RN. Pourtant, tous ses budgets ont été votés, ses attaques contre l'assurance chômage, contre la gratuité des soins et contre les arrêts médicaux, ses budgets des armées en augmentation exponentielle, tout est passé. Il ne s'agit plus, à ce stade, de non-perception du réel, mais de mensonges.

Le plus beau des mensonges est quand même celui-ci : « *Nous sommes en effet la seule organisation qui porte l'unité syndicale de façon identitaire et qui défend un syndicalisme qui allie rapports de force et négociations. Négocier à froid n'a jamais rien apporté. Dans un contexte où le gouvernement et le patronat déclarent la guerre à nos fonctionnaires, on a besoin d'un syndicalisme combatif pour se faire respecter.* ». Là encore, on croit rêver. Depuis trois ans, la direction de la CGT a abandonné l'idée de coordonner les luttes, d'organiser la riposte en-dehors des mots, s'est fondue dans une intersyndicale dont le seul mot d'ordre est : « Il est urgent d'attendre ! » et la CGT serait une organisation combative alliant rapports de force et négociations ? On voit mal où Sophie Binet est allé chercher cela. Et le culot qu'il faut après 44 réunions sans aucun rapport des forces, avec le patronat dans le cadre du processus d'intégration au système baptisé « Travail, Emploi, Retraites » pour oser dire « Négocier à froid n'a jamais rien apporté », alors que c'est le mode de fonctionnement continu de la CGT !!!

Enfin, la secrétaire-générale voit un grand mouvement de sympathie pour la CGT, que nous avons du mal à percevoir dans la vie et surtout dans les luttes, qui ne sont pas à la hauteur. Si sympathie il y a, ce qui est au moins douteux, ce n'est pas pour le syndicalisme de lutte des classes que la CGT a abandonné. Mais cette soi-disant sympathie a une utilité : « *Nous allons travailler à l'écart entre une CGT qui jouit d'une grande popularité, qui donne le ton du débat public et une organisation qui n'en est pas suffisamment le reflet. Nous devons pouvoir accueillir les centaines de milliers de personnes pour qui la CGT est une référence. [...] La priorité est de développer les syndicats professionnels de territoire pour permettre à toutes celles et à tous ceux qui travaillent dans les entreprises dans lesquelles la CGT n'est pas présente d'être accueillis dans une structure.* ». Elle sert à promouvoir les choix de verticalisation de la direction de la CGT et l'abandon du principe des syndicats d'entreprise avec ces fameux syndicats de territoire ou torchon sera dans le même pseudo syndicat que serviette.

Le communiqué de la CGT du 29 septembre : des rodomontades et aucune stratégie de lutte

À la suite de la journée d'action du 29 septembre, la direction de la CGT a publié un communiqué totalement dans la continuité de la parole qu'elle délivre depuis avant et pendant son congrès, selon le triptyque : faire croire que la CGT a frappé un grand coup (voire gagné) ; dire que le gouvernement va devoir s'exécuter ; faire un répertoire à la Prévert des actions futures ; mais ne surtout pas dessiner ne serait-ce que l'esquisse d'une stratégie de lutte.

Pour le gouvernement devant s'exécuter, nous avons le titre : « *Services publics : face à la colère, le gouvernement a 48h pour revoir sa copie !* ». Ces rodomontades sont totalement inutiles et même contre-productives. Que va penser un salarié voyant ce titre, il sait pertinemment que Lecornu ne changera pas une virgule à son projet de budget et le même projet sera probablement voté avec l'assentiment du RN ? Il pensera la CGT à côté de la plaque ou vendue au Capital. Le texte y revient plus tard, au cas où le lecteur n'aurait pas compris : « *La CGT le répète : le gouvernement prévoit d'annoncer son projet de budget le 1er octobre et a donc 48h pour revoir en profondeur sa proposition. Il faut augmenter le salaire des fonctionnaires, dégager des moyens pour nos services publics et cesser de faire les poches des travailleurs et des travailleuses, des retraités, des malades, des locataires, et des familles.* ». Il faut tout cela, bien sûr, mais le gouvernement ne l'a pas sur sa feuille de route et n'a absolument pas l'intention d'en changer. Alors que fera la direction de la CGT au bout de 48 h 00, si le projet de budget est toujours le même ?

Pour ce qui est du grand coup frappé, voici le sous-titre : « *Partout en France, plus de 300 000 agentes et agents de la Fonction publique (hospitalière, d'Etat et territoriale), avec les pompiers, ont manifesté aujourd'hui, rejoints par de nombreux lycéens, des salariés du privé mobilisés sur les salaires et l'emploi, des retraités, des privés d'emploi.* » et le début du communiqué : « *Plus de 180 rassemblements ont eu lieu partout en France, rassemblant plus de 300 000 manifestantes et manifestants. Ce niveau de mobilisation est en nette hausse par rapport à la journée du 5 décembre 2024, dernière grande grève unitaire dans la Fonction publique.* ». On se gargarise d'une mobilisation d'autant plus en demi-teinte qu'on se garde bien d'évoquer le seul nombre qui a une importance, celui des grévistes et non des manifestants. Ce nombre, c'est plus que probable était plus important le 5 décembre 2024. Mais, désormais, foin des luttes, on se contente de mesurer le nombre de badauds, alors que

tout le monde sait pertinemment que les manifestations, si fournies soient-elles (et ce n'était pas le cas), n'ont absolument aucun impact sur les gouvernements au service du capital. L'échec cinglant de la bataille contre la réforme des retraites est là pour nous le rappeler. Et, encore moins lorsqu'il s'agit d'une journée isolée, sans perspective de poursuite de la lutte et surtout, d'ancrage de la grève dans la durée. Passer d'une focalisation sur le nombre de grévistes à une sur le nombre de manifestant est plus significatif que réussir (ou ne pas trop rater) la journée devient le seul et unique objectif de la CGT. On enterre définitivement toute idée de lutter pour gagner. Enfin, pour l'inventaire à la Prévert, nous sommes servis : « *La colère monte, les fronts se multiplient et d'ores et déjà de prochains rendez-vous sont prévus : le 5 octobre manifestations féministes contre les violences sexistes et sexuelles, le 6 octobre grève des salariés de l'énergie, le 8 octobre grève des salariés de Total, le 14 octobre action des retraités contre le gel des pensions. Gouvernement et patronat doivent sortir du déni et faire enfin passer à la caisse les milliardaires et les multinationales !* ». A part la journée du 5, où tout aura lieu en fin de journée, après le travail, donc sans grève, aucune de ces initiatives n'est le fait de la direction confédérale de la CGT, laquelle se contente de relayer des initiatives décidées par d'autres structures de la CGT. Et quelle est donc l'utilité de la direction confédérale ? Quel est son rôle dans l'organisation et le développement dans luttes, dans la construction de la grève générale qui, seule, permettra de gagner ? Rien de tout cela n'est prévu. Comme son intersyndicale permanente fétiche, la direction de la CGT a fait le choix de ce mot d'ordre rassemblant manifestement tous les bureaucrates syndicaux de toutes les organisations : « Il est urgent de ne rien faire ! ».

En conclusion

Malgré certains mots, la direction de la CGT, semble-t-il ne mesure pas l'état réel de la catastrophe sociale dans ce pays, en termes de destruction des services publics et de la Sécurité sociale, ou, en tout cas, a décidé de ne rien organiser pour l'empêcher. A vivre trop loin des prolétaires, même et surtout en voulant parler en leur nom, on passe totalement à côté de leur vie réelle, ceci est quand même embêtant quand on est la direction d'une organisation se réclamant encore parfois de la lutte des classes.

La CGT est décidément là où on l'attend : dans les salons des ministères ou du patronat, dans les manifestations plan-plan n'ayant aucune autre utilité que de sortir se dégourdir les jambes, où il vaut mieux ne pas compter les grévistes, ni les syndicalistes venus sur un mandat, mais pas dans les luttes. Manifestement la direction confédérale actuelle, comme la précédente, considère que sa tâche n'est pas d'organiser la riposte, ni de coordonner les luttes, ni de mettre tout son poids et tous ses bureaucrates dans la construction d'une grève durable.

Il est pourtant évident qu'aujourd'hui, la seule chose inquiétant le gouvernement, ce n'est pas la grève ridicule en nombre des salariés de la fonction publique, mais le mouvement lycéen. Et pourquoi ? Parce qu'il monte en puissance et surtout parce qu'il dure. Les syndicalistes de lutte des classes restant dans la CGT doivent se prendre en main pour s'organiser, en lien avec les lycéens, indépendamment de la direction, elle ne fera rien et attend l'élection présidentielle. Il faut organiser la survie et le développement du syndicalisme de lutte des classes dans la CGT, alors que cela n'a pas été vraiment fait au moment du 54^{ème} congrès, au contraire du précédent, et encore moins depuis.

Mais pour cela, il faut être lucide sur l'état réel de la CGT profonde. Cela oblige à prendre en compte la perméabilité de la ligne de collaboration de classe parmi les dirigeants et les militants, à tous les niveaux de responsabilité. Mais cela implique aussi de réaliser qu'un nombre non négligeable de cadres de la CGT ne sont pas à leur poste par affinité avec la lutte des classes, mais par volonté de bénéficier d'une sinécure, de ne pas ou pas complètement revenir au travail et de bénéficier des finances de la CGT. L'affaire Le Paon montrait une professionnalisation du syndicalisme CGT à un niveau élevé de responsabilité, elle a désormais gagné les fédérations, les unions départementales et locales, jusqu'à certains syndicats. Éviter le retour au travail, soit en ayant des heures de décharge dans le public ou en étant salarié de la CGT dans le privé est désormais un but. On se construit une carrière, pas forcément avec l'ambition de « grimper », mais avec celle de « demeurer ». Il s'établit une symbiose entre ces militants la et la direction de la CGT faisant qu'ils ne contesteront jamais l'orientation, de peur de perdre leur sinécure. Enfin, à tous les niveaux de la CGT, la formation est un vide organisé faisant que, pour beaucoup, la lutte des classes n'est plus qu'un slogan creux qu'ils ne comprennent pas.

Forts de cette lucidité, militants du Parti Révolutionnaire Communistes, nous sommes résolument engagés dans une double bataille afin de rebâtir et structurer le syndicalisme de lutte des classes et pour la construction du parti révolutionnaire dont notre pays a tant besoin. Sans illusion, sans sous-estimation de l'ampleur de la tâche, mais sans rester figés sur le constat, sans négliger les luttes et la capacité du prolétariat à se réveiller.